en lien

bulletin de liaison du CEPAG MOUVEMENT d'éducation populaire

2021²



ALLOCATION UNIVERSELLE

MIRACLE OU MIRAGE SOCIAL ?

Editrice responsable

Anne-Marie Andrusyszyn
rue de Namur 47
5000 Beez

Crédits illustrations

Un grand merci à Catherine Vander Elst
pour ses illustrations ! (*Lettres à mon grand-père*)

Graphisme

ramdam.be

Avec le soutien de FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

ÉGALITÉ, J'ÉCRIS TON NOM

Dans un souci de concilier l'égalité des genres, En Lien *est adepte de l'écriture inclusive. Oui, mais laquelle ? Il existe tant de manières de conjuguer féminin et masculin de façon plus égalitaire.*

Certains témoignages incluent des formulations en pointillés, évoquant par exemple des humain·e·s.

D'autres témoignages privilégient la double énonciation (parlant d'humaines et d'humains*) quand d'autres ont recouru à l'alternance, présentant les mots « neutres » sous un habillage alternativement masculin et féminin.*

Ces différentes formes d'écriture inclusive cohabitent dans En Lien*, signe de notre engagement dans la lutte pour l'égalité des genres, mais aussi d'un débat qui reste ouvert sur le style idéal à adopter pour faire couler du stylo une grammaire plus égalitaire.*

ÉDITO

L'ALLOCATION UNIVERSELLE...

On en parle, on en reparle… À gauche, comme à droite de l'échiquier politique.

On la nomme, on la renomme : allocation universelle, revenu de base…

Au fil des crises, elle est brandie comme « LA » solution pour lutter contre la précarité.

Mais à quel prix ? Cet idéal d'un revenu attribué à toutes et tous sans conditions est-il si inconditionnel que ça ? Quel avenir se dessine pour la sécurité sociale et la solidarité face à cette solution dite miracle ? Pourquoi nommer universelle une allocation proposée dans le cadre de politiques locales, nationales, et quelle place accorder à la solidarité internationale ?

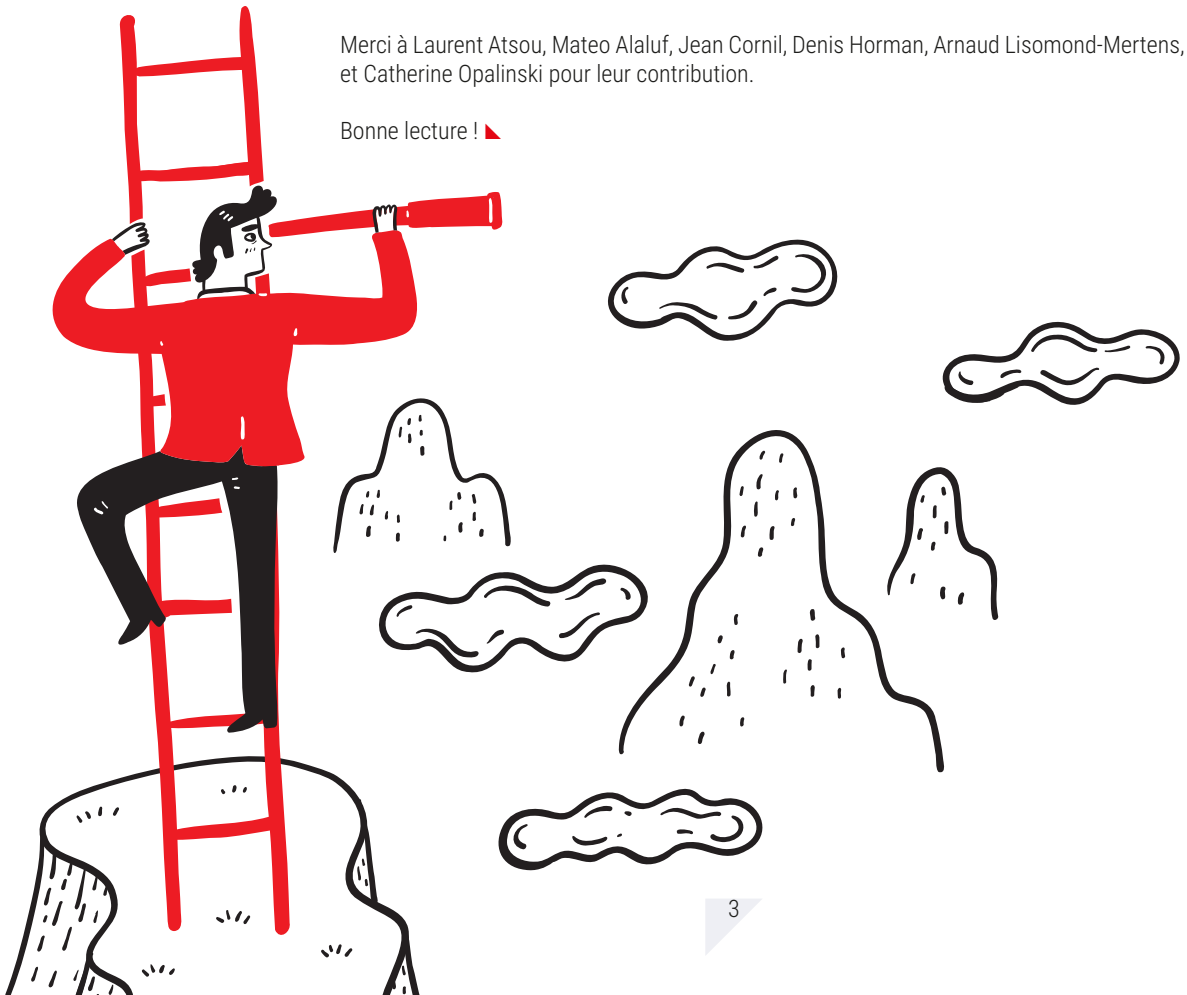
Alors, l'allocation universelle : miracle ou mirage social ?

Dans cet « En Lien », nous vous proposons un « retour vers le futur » par le biais d'un récit d'anticipation en 5 épisodes nous racontant le parcours d'une personne au moment où est adoptée « l'allocation universelle ». Un texte rédigé par Bruno Poncelet, formateur au CEPAG et illustré par Catherine Vander Elst.

Dans ce numéro, vous découvrirez également le point de vue de plusieurs actrices associatives et acteurs de terrain sur l'allocation universelle.

Merci à Laurent Atsou, Mateo Alaluf, Jean Cornil, Denis Horman, Arnaud Lisomond-Mertens, Valérie Lootvoet et Catherine Opalinski pour leur contribution.

Bonne lecture !



FICTION

LETTRES À MON GRAND-PÈRE

Texte de Bruno Poncelet • Dessins de Catherine Vander Elst

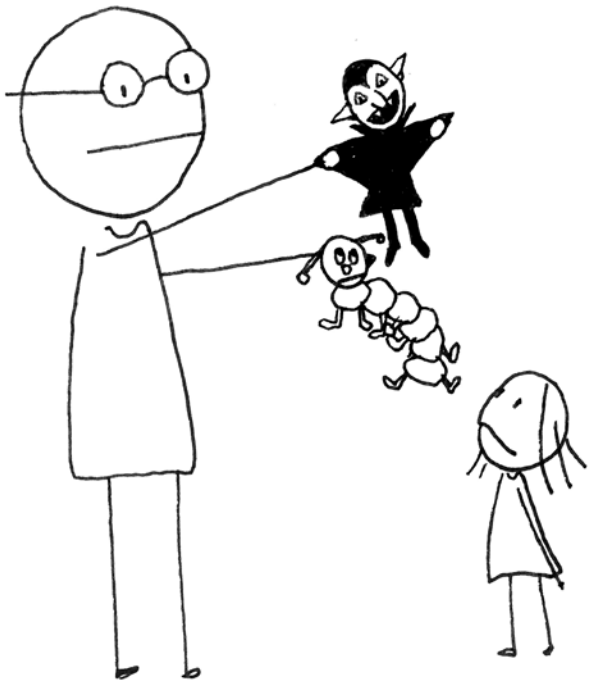
ÉPISODE 1 : EL TEATRO DEL ABUELO

Samedi 27 juin 2026

Papy adoré,
Abuelo mío,

Aujourd'hui, je ne sais vraiment pas si je dois rire ou pleurer.

Rire, j'en ai fort envie depuis le résultat final de mes examens tombé hier soir. Ça y est, j'ai réussi ! Me voici officiellement traductrice diplômée. Enfin, quelle joie, *alegría mía* ! Quand je repense à tous les efforts accomplis pour en arriver là, les miens sont finalement modestes en regard des sacrifices que toi et la famille avez consentis. Maman et papa ont travaillé d'arrache-pied pour m'offrir un toit, de quoi manger, des loisirs, des études longue durée et tant de voyages à l'étranger… Pour tout cela, ils se sont sacrifiés, enchaînés à des horaires de travail élastiques, aux rythmes définis par des pouvoirs lointains, autoritaires, sur lesquels aucun des deux n'avait prise. Le patronat — ce démon avide de festins humains, comme tu aimais l'appeler mon papy adoré —, ce foutu patronat ne leur laissait pas le choix : ils devaient perdre leur vie à la gagner, y compris ces week-ends où mamy et toi m'accueillaient à bras grands ouverts. Tandis que mes parents trimaient dans l'enfer du salariat, j'étais une petite fille choyée et dorlotée, jouant à cache-cache dans votre vieille maison aux mille recoins secrets, le cœur bondissant de joie dès que je pouvais courir dans le grand jardin aux arbres majestueux.



Depuis la chambre où je t'écris ce mot, je vois par la fenêtre leurs feuilles danser avec le vent. À l'intérieur de la pièce, tant de souvenirs… comme la photo de mamy prise quelques mois avant que le Coronavirus ne l'emporte il y a presque six ans, ou bien mes peluches d'enfant qui ont fini par trouver asile chez toi. Quoi de plus logique ? Tu avais un fameux don pour leur donner vie en les transformant en marionnettes de théâtre, leur faisant jouer des scènes que tu improvisais sur le coup. Rigolotes quand j'étais petite, tes fables d'*el teatro del abuelo* sont devenues politiques quand j'ai grandi. À ma question d'adolescente révoltée — *Pourquoi tant d'injustices ?* —, je te revois encore saisir le célèbre comte Dracula (ma peluche dirigeant l'Hôtel Transylvanie) — « *Ma chérie, voici l'odieux démon* Das Kapital » — pour le confronter à Fanfreluche, ma chenille géante et peluche préférée — « *Elle, c'est la classe ouvrière* ».

Avec moult gestes et de parfaites imitations de voix, tu m'expliquais l'avidité insatiable du démon *Kapital*, toujours prêt à sucer le sang des chenilles ouvrières. Seules face à lui, ces dernières n'ont aucune chance disais-tu en malmenant Fanfreluche ! En témoignent les ouvriers sacrifiés sur l'autel de la révolution industrielle au XIX^{e} siècle, ou le sort tragique des millions de larbins actuels de la « mondialisation heureuse ». C'est ensemble, ajoutais-tu en secouant le comte Dracula, que les chenilles ouvrières ont une chance d'effrayer le démon *Kapital*. C'est par la grève, la sédition et l'action collective que le mouvement ouvrier est parvenu à transformer l'État ultra répressif du XIX^{e} siècle en démocratie plus fréquentable, avec ses institutions vêtues d'une sécurité sociale, de services publics garantissant l'enseignement à toutes, sans oublier les diminutions successives du temps de travail couplées à des augmentations de salaires. Malheureusement, constatais-tu grand-père, les bonheurs n'ont qu'un temps car les gens libres de faire ce qu'ils veulent aiment tant rire et s'amuser qu'ils s'égarent parfois dans leurs seuls plaisirs personnels, au point d'en oublier l'importance des combats communs. Amnésie tragique, car la guerre des classes n'est jamais finie… Sitôt que les chenilles ouvrières relâchent leur vigilance pour se désagréger dans l'industrie des loisirs, le patronat, toujours organisé, reprend ses us et coutumes préférés : cure d'austérité pour les finances publiques, diminution des allocations sociales pour imposer un massif retour au travail, salaires misérables grâce à la surabondance de postulants pour un même poste, horaires flexibles nappés d'heures supplémentaires… C'est pourquoi, me disais-tu, il faut avoir conscience que la lutte n'est jamais finie : tel Sisyphe

et son rocher, la lutte ouvrière devra toujours veiller à circonscrire l'incendie de la cupidité patronale pour ne pas périr dans ses flammes.

Abuelo mío, c'est grâce à toi que j'ai appris l'importance des luttes sociales et des contre-pouvoirs pour maintenir une démocratie en vie. Même si ton mépris constant des patrons n'est pas franchement le mien — j'en connais des sympas, qui bossent durent et ne gagnent pourtant pas grand-chose — je dois bien reconnaître que tu as mis dans mes veines une fibre militante qui m'est chère. Avec elle, c'est un peu de toi qui m'accompagne quand je manifeste avec mon collectif féministe *Sisyphe l'ouvrière*. Et même si on n'y est pas pour grand-chose, on saute littéralement de joie depuis le vote récent, à une large majorité parlementaire, d'une loi instaurant bientôt l'allocation universelle. Le gouvernement se donne trois ans pour plancher sur son financement, dans l'espoir de faire entrer le nouveau système en vigueur le 1er janvier 2030. La gauche politique se félicite du maintien partiel de la sécurité sociale en complément de l'allocation universelle. La droite se réjouit de ce nouvel élan pour les libertés individuelles propice à encourager les initiatives d'esprits entreprenants. Bien sûr, l'extrême droite râle car l'allocation sera vraiment universelle, et pas le privilège exclusif des seuls ressortissants nationaux. Quant à la gauche radicale — l'élue politique de ton cœur, papy —, elle parle de nouvelle trahison historique des sociaux-démocrates.

Mais je ne partage pas ce point de vue : après tout, offrir à tout le monde un matelas financier inconditionnel n'est-il pas un bon moyen pour les gens modestes de résister à l'attraction des plus viles sirènes de l'enfer salarié ? Et les femmes sans emploi coincées à vie à mort avec un mari violent et jaloux, n'y trouveront-elles pas une bouée de secours pour prendre leurs jambes à leur cou et la clé des champs ? Personnellement, l'idée d'une allocation universelle me réjouit ! C'est bizarre, quand j'y songe papy, qu'on n'ait jamais abordé le sujet ensemble alors que les expériences tests d'allocation universelle se multipliaient ces dernières années. Pourtant, ça m'aurait plu d'en parler avec toi. Et c'est sans doute pour combler ce vide que j'emplis ce mot de commérages politiques (mais je ne vais pas m'en excuser, je sais que tu aurais adoré cela !).

À présent, le plus dur reste à faire : plier ce papier, glisser la lettre dans une enveloppe, puis aller la déposer dans une poche de ta salopette (ton bleu de travail préféré). J'espère un peu sourire en voyant ton foulard rouge FGTB noué autour du cou, et ne pas m'effondrer d'une pièce face à ton visage fripé, tes yeux clos, tes mains raidies et ce fichu corbillard que je voudrais frapper jusqu'à ce que tu te réveilles.

ÉPISODE 2 : SI BIEN ICI

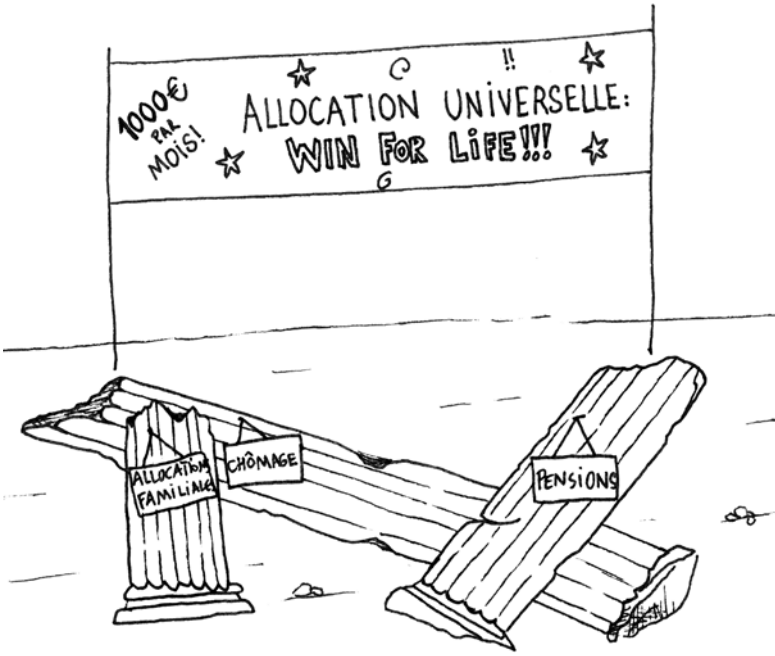
Jeudi 1er novembre 2029

Cher Papy,

Aujourd'hui, comme à chaque Toussaint depuis trois ans, l'envie me prend de t'écrire.

Peut-être est-ce en lien avec l'actualité ? Après moult discussions, claquements de porte et autres tergiversations qui auront provoqué la chute de deux gouvernements, un accord politique est enfin tombé au sujet de l'allocation universelle. Le système commencera dès la naissance avec un revenu mensuel de 250 €, pour passer au double à l'âge de 15 ans, et redoubler encore dès 18 ans pour atteindre la somme de 1.000 € par mois à vie. Emporté par la punchline du slogan gouvernemental — « *dans deux mois, tout le monde gagnera au* Win for life *!* » —, c'est la liesse dans les lucarnes télévisées où dansent et sourient la grande majorité des personnes interviewées. L'ambiance dans les rues est plus trash, car les syndicats n'ont cessé de manifester contre les « fossoyeurs de la sécurité sociale ».

Il est vrai que pour financer l'allocation universelle, le monde politique a dynamité les piliers traditionnels de la solidarité (allocations familiales, chômage, pension…), y compris l'aide financière systématique apportée par l'État dans les soins de santé. Toutefois, pour éviter des situations de grande précarité, un nouveau fonds de solidarité a été créé : il s'appelle *Decent Life*. Ses missions principales sont l'octroi de « pochette pension » pour les personnes âgées (sous forme de compléments financiers à l'allocation universelle variant de 300 € à 750 € selon les revenus engrangés au cours de la vie) et le maintien d'une intervention financière publique dès lors que des soins de santé indispensables dépassent un certain plafond. Autrement dit, les gros risques en matière de santé continuent à être couverts par un système de solidarité même si, cher papy, tu hurlerais en apprenant que *Decent Life* sera géré par le secteur privé (c'est le leader des assureurs allemands qui a remporté ce marché public).



Malgré la colère des syndicats que je partage un peu en pensant à toi, je ne peux m'empêcher de me réjouir : l'allocation universelle va devenir une réalité ! Moi qui ai toujours eu peur de perdre ma vie à la gagner, je vois ces 1.000 € mensuels comme une chance incroyable de ne pas laisser la vie professionnelle gober toute crue ma vie privée. Je veux avoir du temps libre pour mes passions et mes hobbies, mais aussi pour m'occuper de maman et papa qui vieillissent. Et ça, l'allocation universelle va m'en donner la possibilité. Il faut dire que je n'ai pas chômé ces dernières années : par peur de la robotique et de l'intelligence artificielle qui supplantent de plus en plus (et de mieux en mieux) le travail des traducteurs lambda, j'ai suivi des cours du soir pour me spécialiser dans la traduction du langage juridique. Et le diplôme que j'ai décroché fait de moi une perle assez rare sur le marché

de l'emploi, à tel point que les propositions ont afflué avant même la fin de mon cursus. Et c'est en songeant à toi que mon cœur a penché du côté des services publics, où j'ai obtenu un poste de traductrice attachée au Service Juridique des Affaires Étrangères.

Au moment de signer mon contrat de trente heures semaine, la directrice des ressources humaines avait l'air gênée en m'expliquant qu'il n'était valable que douze mois, certes reconductible tous les ans. Une conséquence de la récente réforme des statuts visant à abolir les nominations à vie dans la fonction publique, et la plupart des contrats à durée indéterminée dans tous les secteurs professionnels. Sans l'allocation universelle, je pense que j'aurais trouvé ça effrayant et catastrophique. Mais sachant qu'un matelas de 1.000 € m'attend chaque mois quoiqu'il arrive, je me suis contentée de sourire à cette dame d'âge mur en lui affirmant tout de go que si elle m'avait proposé un contrat de travail à durée indéterminée (CDI), j'y aurai réfléchi à deux fois avant d'accepter ! La pauvre en est restée bouche bée, bredouillant tant bien que mal *à bientôt* tandis que je quittais la pièce d'un air ravi.

De retour à la maison, j'ai contemplé avec bonheur cette vieille demeure qui fut la tienne, mon cher papy. Malgré le réseau wifi anémique et les innombrables balafres de ce bâtiment qui a bien vécu, emménager chez toi m'a aidé à me reconstruire. J'ai du mal à l'expliquer, mais je sais que ton empreinte continue à hanter les lieux pour veiller sur moi. Et ça m'aide à aller mieux ! J'apprécie également mon ancienne chambre de petite fille réaménagée en bureau, avec la vue sur le jardin et ses arbres majestueux. Je me sens bien chez toi. Tellement bien que j'ai envie d'en faire un *chez nous*. Il faut dire qu'Arthur est drôle et mignon. Et tu serais ravi d'apprendre qu'on s'est connus dans une manifestation ! C'était il y a huit mois, et nos cœurs battent sur un rythme complice depuis tout ce temps. Ensemble, on fait des projets. Comme harceler de méchantes banques afin de décrocher un crédit pour rénover la maison (normalement, les travaux commenceront au printemps prochain). Ta maison, papy, qu'on aimerait transformer en cocon agréable : un petit nid douillet prêt à accueillir l'enfant que je rêve d'un jour sentir dans mon ventre.

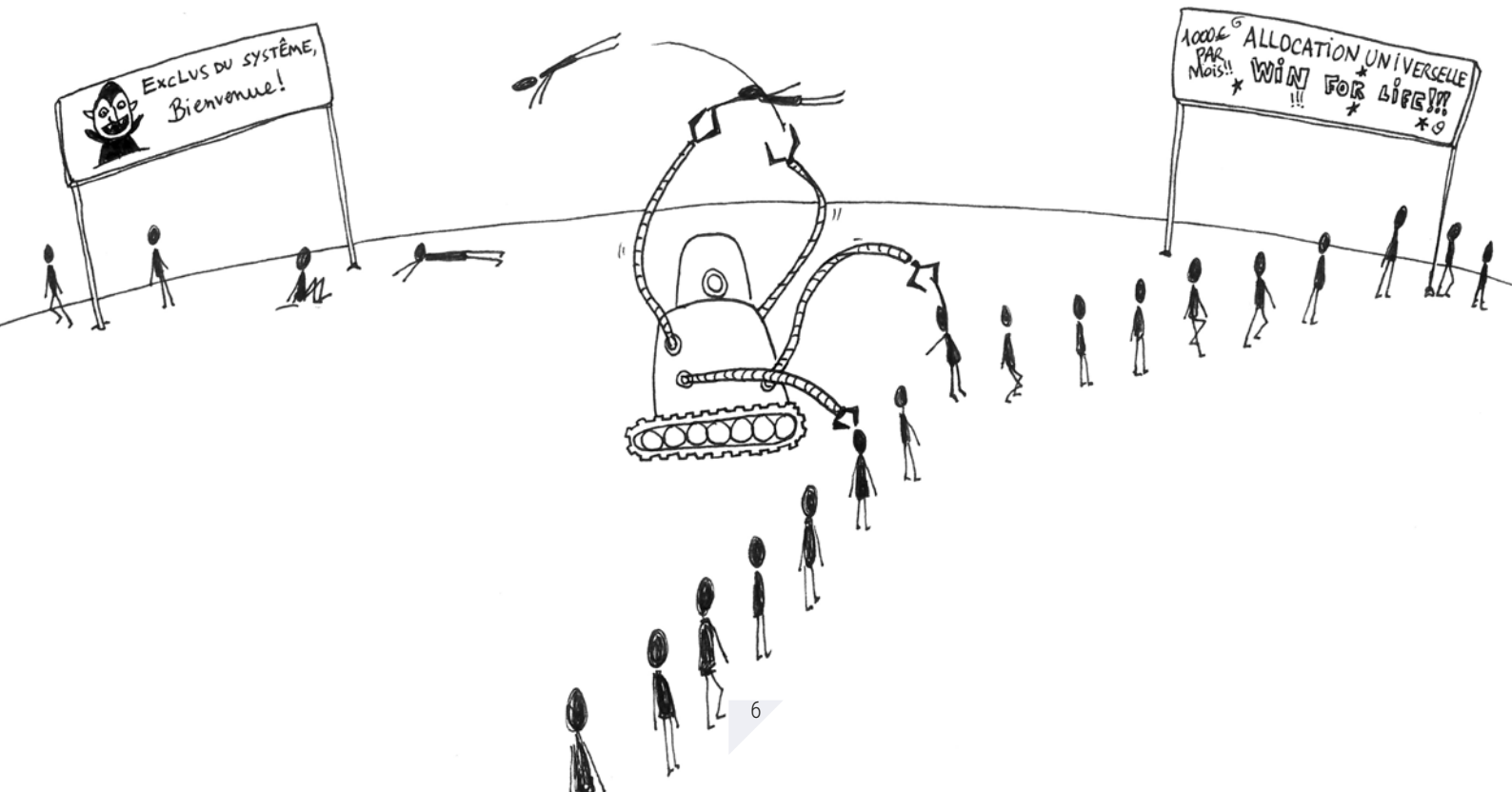
ÉPISODE 3 :
ALLO GRAND-PÈRE, ICI L'ARCHE DE NOÉ !

Dimanche 20 octobre 2030

Papy,

Ce n'est pas encore la Toussaint, mais je dois quand même t'écrire.

Tant de choses se bousculent dans ma tête que je ne sais qu'en penser. Je commence par la bonne nouvelle : Karl est né le 6 septembre 2030 à onze heures du soir. Grand de 50 centimètres pour 3,1 kilos, ton arrière-petit-fils est une merveilleuse petite boule d'amour qui fait très bien ses nuits. Pourvu qu'il ait à manger en temps et en heure, Karl (un vrai gourmand) est un bébé facile à bercer et cajoler. Arthur et moi, on est ravis : comparativement à nos amis devenus parents-zombies en manque chronique de sommeil, on a tiré le gros lot à la loterie des bébés ! Il faut dire que le père s'en tire pas mal non plus, tant en amoureux complice qu'en compagnon qui fait sa part du boulot dans la maison.



À ce propos, les travaux sont pratiquement terminés et la rénovation vraiment magnifique. Certains murs sont tombés pour agrandir le salon et y intégrer la cuisine, des baies vitrées sont apparues pour illuminer l'intérieur, des poutres vermoulues ont été changées, l'électricité refaite et la toiture rénovée. Malgré les rapports venimeux avec l'entrepreneur, ça en valait la peine même si ça nous a coûté deux bras, trois jambes et davantage !

Avec son salaire d'assistant social pour la réinsertion des détenus, Arthur gagne des misères… Bien sûr, il croit dur comme fer à ce qu'il fait et c'est une des raisons pour lesquelles je l'aime : Arthur veut œuvrer au bien commun. Sa détermination est telle qu'il peut plonger dans l'enfer des prisons, à feu et à sang ces dernières semaines. Comme toujours, il y a la promiscuité, l'omniprésence des murs, le manque d'intimité, les bruits de cadenas verrouillés à double tour, la violence des gardiens et des détenus, mais ce qui a vraiment fait déborder le vase du ras-le-bol, c'est l'exclusion des détenus du droit à l'allocation universelle. Personne n'y avait prêté attention au moment du grand accord politique sur son financement, mais le slogan « *Bientôt, tout le monde gagnera au* Win for life ! » n'était pas si universel qu'il en avait l'air. Des listes d'exceptions restaient à définir, et deux mois avant l'entrée en vigueur de l'allocation universelle, le gouvernement s'est empressé d'y jeter les personnes emprisonnées, ainsi que diverses catégories sociales minutieusement ciblées parmi les résidents étrangers non ressortissants d'un pays européen (le seul critère réunissant tous ces gens semblant être leur incapacité notoire à se mobiliser politiquement). Bien que la décision émane de l'État, je ne peux m'empêcher de voir ces exclus comme les victimes expiatoires du comte Dracula, alias *Das Kapital* dans les lointains théâtres de mon adolescence.

Dans un monde où les allocations de chômage n'existent plus, qui d'autre inventerait un stage de dix ans d'attente avant de pouvoir bénéficier d'une allocation universelle ? Du jour au lendemain depuis l'entrée en vigueur du système, nombreux sont les allocataires sociaux étrangers à plonger tête la première dans la pauvreté. Du coup, ils sont des milliers à accepter n'importe quel salaire pour le plus minable des emplois en ligne. À en croire les syndicats et mes copines toujours actives dans le collectif *Sisyphe l'ouvrière*, ces exclues du système sont manifestement engagées par des sous-traitants multitâches travaillant à vil prix pour de puissantes compagnies transnationales. Même si j'ai la chance de ne pas subir leur sort en étant bien payée (les traductrices spécialisées en langage juridique ne courent toujours pas les rues), je n'en ai pas pour autant un job facile. Au boulot, j'ai l'impression d'être une quille lancée dans l'enfer des jonglages horaires et de cadences frénétiques de travail. La faute aux deux vagues récentes d'austérité qui ont frappé la fonction publique, la première laminant durement le staff des juristes maison avant que la seconde ne fauche pas mal de postes administratifs au sein de notre institution. Du coup, les textes à traduire pour l'international nous parviennent truffés d'erreurs et de lacunes, imposant d'incessantes discussions et de laborieux allers-retours avec le service juridique, afin d'obtenir un texte enfin correct. Bien entendu, le délai imparti pour rendre copie de nos traductions n'a pas changé d'un iota : du coup, lorsque les discussions s'éternisent avec la cellule juridique, la seule manière de combler le retard dans les traductions est d'y consacrer ses soirées, voire un week-end entier. Et vu les traites qu'Arthur et moi devons rembourser suite aux crédits engagés pour rénover la maison, je suis hélas une salariée docile et appliquée.

Mais je n'ai pas à me plaindre comparé à bien d'autres personnes, et c'est un bonheur indescriptible qui m'envahit chaque fois que je tiens notre petit Karl dans mes bras. Avec lui, j'ai l'a sensation d'être un navire insubmersible sur le grand océan de malheurs charriés par la vie. Et tant qu'Arthur sera près de moi, je serai forte et ne fléchirai pas. Allo Grand-Père, ici l'Arche de Noé !

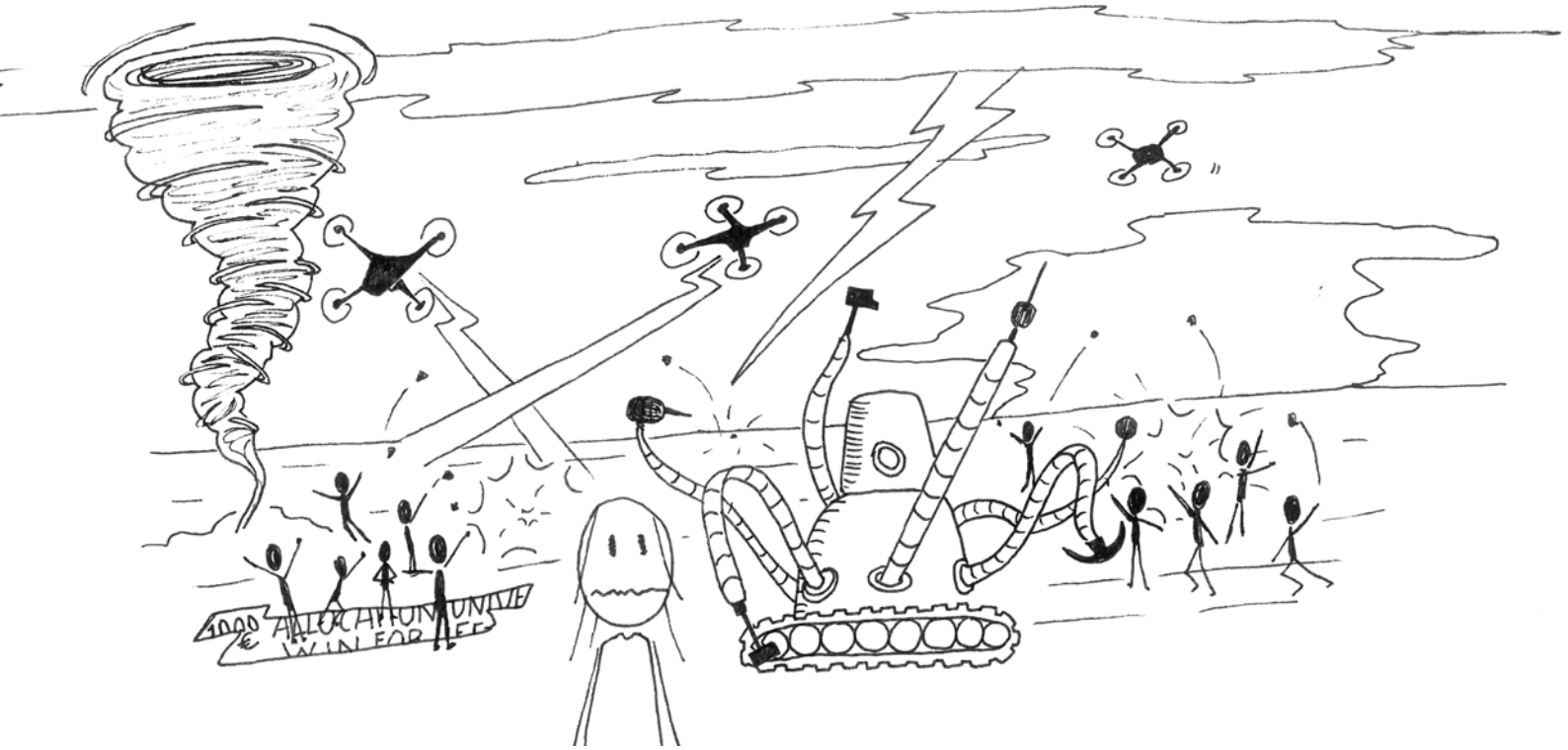
ÉPISODE 4 : CŒUR ROUGE CHIFFON

Jeudi 4 novembre 2032

Cher papy,

Il y a trois jours, je t'écrivais pour la Toussaint 2032 que le monde partait à vau-l'eau mais que j'allais bien : que je tentais de tenir le coup au milieu de toute cette folie. Et c'était bien mon état d'esprit au moment de quitter le cimetière. J'étais venue seule — Karl était fiévreux, Arthur s'occupait de lui. J'ai eu envie de marcher, déambuler dans les rues, prendre le temps de penser à toi avant de rentrer à la maison… Le temps était splendide — j'aurais volontiers mangé une glace — lorsque j'ai croisé ce droïde bizarroïde. De nos jours, il est devenu plus rare de voir dans le ciel voler un oiseau que toute une nuée de robots livreurs, furetant partout et à toute heure. Par contre, je n'avais encore jamais vu de robot mimétique constructeur ! D'abord utilisés dans les hôpitaux, les robots mimétiques (capables de reproduire avec précision les gestes d'un humain situé à des milliers de kilomètres) sont désormais à l'essai dans le secteur de la construction. Et je suis tombée nez à nez avec l'un d'entre eux : un solide échafaudage de métal monté sur roues motrices, dotés d'une quinzaine de bras articulés pouvant tous plâtrer, forer, visser, etc., pourvu qu'ils aient quelqu'un à imiter. À l'instar des poulpes qui possèdent un cerveau dans chaque tentacule, les robots mimétiques constructeurs ont un cerveau humain affecté à chaque bras articulé. Bien sûr, ce cerveau peut vivre à l'étranger, de préférence dans un pays où les salaires sont de misère.

Du haut de ses 1.000 € d'allocation universelle par mois, aucun ouvrier de chantier ne se sent à l'abri de cette déferlante robotique. Face à cette mise en concurrence internationale des travailleuses, leurs estomacs se nouent, leurs dents se serrent, leurs poings se lèvent. Tels les luddistes du XIX^{e} siècle détruisant les métiers à tisser, ils ont débarqué dans la rue sans prévenir, par centaines, cagoulés et masqués pour régler son compte au robot constructeur. Sentant le danger, les drones de protection se sont activés en lançant des menaces sonores. Des jets de pierres leur ont répondu, que les drones ont évités avec aisance avant de répliquer avec de violents flashs aveuglants. Équipés de lunettes solaires, la plupart des manifestants avaient prévu le coup, mais moi pas. J'ai pris les éclairs lumineux en plein visage, et le monde alentour est devenu blanc laiteux. Dans ce flou, j'ai entendu des pétards exploser, des bruits de vitre cassées, des chants des slogans et des cris retentir, je sentais les esprits s'échauffer mais je ne savais plus avancer. Autour de moi, la foule était semblable à la houle : elle m'emportait dans son élan, quitte à me faire perdre pied. Dans ma poitrine, mon cœur s'est mis à battre à cent à l'heure : j'avais peur de tomber et de mourir là, bêtement écrasée. Heureusement, un bras m'a saisi avant que je ne trébuche. Au bout du bras, il y avait une voix amicale, masculine et inconnue, celle d'un camarade de manifestation qui avait compris ma



détresse. Il m'a aidé à sortir de la foule avant qu'entrent en scène les sirènes de police, et c'est grâce à lui que j'ai pu rentrer saine et sauve à la maison.

En ouvrant la porte, j'ai eu la sensation de revivre une page d'enfance. Celle d'une frayeur soudaine face à l'inconnu (il s'agissait d'un hérisson et j'avais cinq ans), suivie d'une fuite dare-dare dans les bras de mamy qui se riait de ma candeur en consolant ma peine d'une tartine de confiture. La même odeur douce et sucrée de rhubarbe flottait dans l'air, embaumant délicieusement la maison. Au salon, j'ai trouvé Karl qui allait mieux, marchant à quatre pattes derrière son père en train de préparer des confitures. J'ai été si heureuse de les retrouver que j'aurais voulu figer la scène en tableau, dans lequel j'aurais pu vivre à tout jamais. Le cadre était magnifique. Les décors simples comme je les aime. Les personnages étaient les deux humains que je chéris le plus au monde. Et tout était si calme. Si tranquille. Un bel abri. Mon cocon familial.

Deux jours plus tard, une tempête a pris possession de la région. Des orages monstrueux ont éclaté, les rivières sont sorties de leur lit et l'eau a tout inondé. Puis une tornade s'est invitée dans le quartier, et on a cru tous mourir. À l'heure où je t'écris ce mot, papy, je ne suis plus sûre d'avoir une maison. Car lorsque les pompiers nous ont évacués en canot, le toit était à moitié arraché, le rez-de-chaussée englouti et nos objets familiers filaient par une brèche dans le mur en suivant le courant des flots. Blottie dans les bras d'Arthur, je serrais Karl contre moi en pleurant comme une folle. Ce matin, en me réveillant dans un hall sportif au milieu de centaines d'autres gens, le sentiment que le monde part à vau-l'eau est plus fort que jamais. Mais désormais, j'ai peur d'être engloutie par cette folie.

ÉPISODE 5 : MÊME SI DEMAIN FAIT PEUR

Cher papy,

Notre société est en train de louvoyer vers des abîmes qui ne t'auraient pas plu.

Hier, le gouvernement a officiellement aboli le salaire minimum. À ce coup de poignard dans le portefeuille des gens, le Premier ministre a ajouté l'infamie d'un discours insultant en évoquant un trop lourd handicap salarial, notre économie n'étant pas assez compétitive sur le marché numérique transeuropéen. Désormais tout s'achète et se vend en ligne, à commencer par le travail des gens : sur les plateformes de recherche d'emploi, des millions de postulants s'agitent dans le grand bain digital de la mondialisation, où le comte Dracula puise ses galériens prêts à travailler pour une bouchée de pain.

Provisoirement, j'échappe à cette folie : en raison de sa spécialisation, mon boulot continue d'être bien payé. Malheureusement, notre service administratif a été privatisé (comme tant d'autres) et c'est une société high-tech qui a remporté le marché. Leurs premières décisions ont été d'installer une intelligence artificielle au poste de DRH, et d'imposer le travail en ligne à toutes les salariées. Moralité : je ne vois plus mes collègues que par pixels interposés. Par ailleurs, des logiciels scrutent et étudient notre travail à la loupe de manière à pouvoir un jour nous remplacer. L'avenir s'annonce morose, alors qu'Arthur et moi travaillons comme des dingues pour financer la reconstruction de la maison.

Il faut dire que le fonds des calamités est en faillite et les assureurs au bord du gouffre. La faute aux catastrophes et évènements climatiques extrêmes qui se déchaînent régulièrement. Peu de temps après la *tempête du millénaire* qui a éventré la maison, une tempête encore plus forte a frappé le pays pour semer pleurs et désolation partout. Ailleurs dans le monde, les catastrophes sont encore plus terribles avec des foules d'anonymes fuyant leurs lieux de vie — autant de régions rendues inhabitables par la montée des eaux, les effondrements de terrain ou la désertification. Évidemment, l'agriculture souffre aussi du dérèglement climatique, avec comme conséquence une envolée des prix (nourriture, biens de première nécessité) dans les *e-stores* et magasins. Bien sûr, la colère des foules se déchaine dans les rues. Hélas, pour contrôler l'inflation et reconstruire le pays, le gouvernement a obtenu des pouvoirs spéciaux, dont il abuse pour mater les contestataires en mobilisant des drones armés de dernière génération. La répression est féroce, avec des dizaines de morts et des blessés par centaines.

Mais la contestation continue, tant le ras-le-bol est généralisé. En raison de l'inflation galopante, 1.000 € ne valent plus autant qu'hier. Et comme le montant de l'allocation universelle n'est pas indexé, de plus en plus nombreux sont les bénéficiaires à basculer dans la précarité, quand ils ne sont pas purement et simplement éjectés du système ! Pour sauver les assureurs et financer la reconstruction des infrastructures essentielles du pays, le gouvernement est en mode *Austérité Partout* : des amendes et de nouvelles catégories d'exclusion de l'allocation universelle ont ainsi été définies. Les critères de sanction reposent principalement sur une évaluation, par une intelligence artificielle, des comportements dits à risque. Ainsi, la simple présence dans une manifestation non autorisée peut coûter 200 € d'amendes mensuelles pendant un an, toute récidive faisant grimper la facture à 500 € par mois. Pendant ce temps, les empires marchands planétaires font des milliards de profits redistribués à une poignée d'actionnaires opulents, lesquels sont lancés dans une course frénétique à l'achat de terres précieuses, c'est-à-dire situées à l'abri des colères climatiques.



Decent Life, le système censé garantir un accès aux soins de santé les plus vitaux, est également en mode économie : les opérations non remboursables sans assurance privée se multiplient, alors qu'une nouvelle pandémie frappe la planète. Appartenant à la famille des mycobactéries, l'ulcère de Buruli est longtemps resté une maladie endémique aux régions tropicales victimes de déforestation. Mais la bactérie a muté, et son nouveau variant (plus contagieux) se répand comme une traînée de poudre dans les régions tempérées. Dévorée par les bactéries, la peau des personnes infectées se dissout pour révéler des chairs boursouflées, comme brûlées. Bien sûr, j'ai peur pour Karl, Arthur et mes proches.

Papy, un livre que tu m'avais offert du temps de ma jeunesse (à l'époque du Coronavirus) m'obnubile aujourd'hui : *La fabrique des pandémies*, de Marie-Monique Robin. Son message était prophétique : si les déforestations massives, les destructions d'habitats sauvages, l'agriculture et l'élevage intensifs ne s'étiolent pas rapidement pour faire place à d'autres pratiques, d'autres pandémies sont à venir. Et nous y voilà ! De même, la course effrénée des gouvernements pour relancer l'économie a retardé les décisions cruciales pour lutter contre le réchauffement climatique. Désormais, un monde à + 5°C ou + 6°C en fin de siècle est une hypothèse fortement crédible. Et ça ne sent bon ni pour l'humanité, ni pour l'écrasante majorité des vivants sur cette planète.

Alors quand je parviens à dormir la nuit, c'est toi que je vois en rêve papy animer *el teatro del abuelo*. Dans mon sommeil, j'entends ta voix courroucée dénoncer l'avidité sans borne de *Das Kapital*, ce démon prêt à dévorer humains et écosystèmes sans se soucier des conséquences à long terme. Quand j'y repense, c'est à endiguer ce fléau, à calmer ce monstre insatiable, à rompre l'alliance sacrée entre l'État et les multinationales qu'on aurait dû consacrer notre priorité militante depuis longtemps. Quelle idiote j'ai été de croire que l'allocation universelle serait une bénédiction ! Elle n'a rien solutionné des problèmes fondamentaux du monde, animé par une course délétère aux profits tuant tout sur son passage… Mais comme les autres à l'époque, j'ai crié : « *Youpie, vive le* Win for life » !

Désormais, quand je me réveille le matin, *el teatro del abuelo* n'a pas fermé son rideau. Le quotidien est devenu une tragédie permanente, et ma sensation la plus réelle est d'être cette petite chenille sans cesse à la merci du comte Dracula. Serais-tu fière, papy, d'apprendre qu'Arthur et moi ne sommes pas résignés ? Notre allocation universelle respective a beau avoir été rabotée de moitié, on continue à protester et manifester. Au sortir d'une longue léthargie, je veux contribuer au réveil de *Sisyphe l'ouvrière* ! Je veux lutter pour de vrais systèmes de sécurité sociale et des réductions collectives de temps de travail !! Mais je veux aussi mettre un terme à cette guerre ignoble que notre espèce idiote mène depuis des lustres contre les peuples animaux et végétaux. Car les prédictions scientifiques du passé disaient vrai : l'éradication systématique des autres habitants des écosystèmes est en train de conduire l'humanité à sa perte. Et j'ai peur pour demain, même si je ne suis pas résignée du tout. Avec mon amoureux, on a un fils dont on doit protéger l'avenir. Et dans mes veines coule un sang révolté, car assoiffé de justice, qui me rend fière de mes origines.

À ma manière, je perpétue tes luttes et tes indignations, *abuelo mío*…

POINTS DE VUE

CE QU'ILS ET ELLES PENSENT DE L'ALLOCATION UNIVERSELLE...

L'ALLOCATION UNIVERSELLE CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

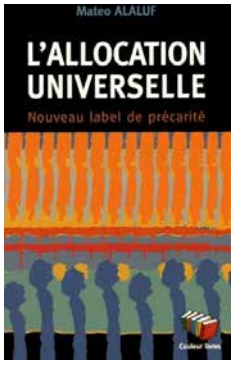
Par Mateo Alaluf, sociologue, docteur en sciences sociales, professeur émérite (ULB)

L'allocation ou revenu, universel ou de base, à savoir un même montant d'argent versé à chacun·e, repose sur le principe de l'égalité des chances. Mais riches ou pauvres, diplômés ou non, dotés ou dépourvus de relations sociales utiles ne disposent pas des mêmes ressources au départ. Si bien qu'une même somme forfaitaire maintiendrait les pauvres dans la pauvreté et favoriserait l'augmentation des inégalités sociales.

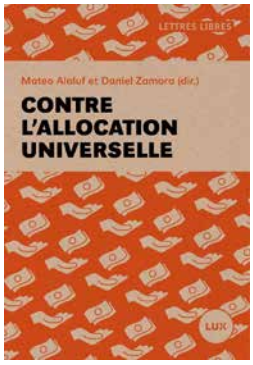
L'allocation universelle est versée en espèces pour permettre aux individus de décider eux-mêmes de leurs dépenses. La liberté de choix des consommateurs est donc préférée aux besoins sociaux définis collectivement et les transferts monétaires sont préférés aux services publics et à la sécurité sociale. L'allocation universelle se substitue aux investissements sociaux et procède donc à une redistribution sans socialisation. La sécurité sociale limite au contraire la sphère marchande en mutualisant les richesses privées pour les investir dans des biens et services gratuits ou à moindre prix. Elle repose donc sur le principe « de chacun·e selon ses moyens, à chacun·e selon ses besoins » et affiche son ambition de redistribution des richesses et d'égalité des conditions.

Pour toute personne privée de ressources un revenu d'existence est bien sûr nécessaire. Mais les besoins essentiels sont d'abord, pour chacune et chacun, la santé et l'école gratuites, des logements accessibles, des transports gratuits, des salaires et des pensions convenables, une allocation d'étude, un statut pour les artistes, une politique décente pour les aînés. Nous avons surtout besoin de services publics, de dépenses d'investissement socialement prioritaires et soutenables écologiquement. Tout le contraire du revenu universel, c'est-à-dire d'une société où le revenu individuel aurait la primauté sur les besoins sociaux. Dans un système économique où la santé est un produit marchand comme un autre, le marché est incapable d'assurer un accès large et gratuit aux soins de santé et encore moins de protéger contre les fermetures d'entreprise et le chômage. La sécurité sociale, à l'opposé de la magie de l'allocation universelle, a pu apporter des solutions ciblées à la violence de la crise sanitaire et sociale. La santé n'est pas un capital individuel mais un bien collectif. L'accès de toutes et tous à la santé s'inscrit dans une « logique des communs ».

La redistribution individualisée et consumériste de l'allocation universelle qui se substitue aux investissements sociaux, n'a d'autre effet que de remplacer progressivement la redistribution socialisée, orientée vers les « communs, » organisée par la sécurité sociale.



ALALUF, Mateo, *L'allocation universelle. Nouveau label de précarité.* Ed. Couleur Livres. Octobre 2014.



ALALUF, Mateo, ZAMORA, Daniel (dir.), *Contre l'allocation universelle.* Lux Editeur. Janvier 2017.

LE REVENU UNIVERSEL OU L'ILLUSION ÉGALITAIRE ?

Par Jean Cornil, conseiller politique à Présence et Action Culturelles

La proposition d'octroyer à chaque être humain un revenu de base revient sans cesse dans les idées politiques et les débats idéologiques « tendance » comme le tirage au sort des représentants du peuple ou les budgets participatifs. Elle traverse tout le spectre politique quels que soient sa dénomination, ses conditions d'octroi ou son montant, très variables selon les différents aficionados de la mesure.

Mais surtout cette idée, à première vue généreuse et égalitaire, questionne en profondeur le rapport, au cœur de la modernité politique, entre le travail et le revenu. Et ce, dans un contexte global de transformations du capitalisme qui surréagit aux accélérations fulgurantes de l'Histoire, de l'accentuation tragique des inégalités sociales à la déprédation des ressources naturelles, en passant par la numérisation croissante du monde. Elle fait d'ailleurs l'objet de nombreuses expériences en Europe, en Asie et en Afrique.

Cette proposition interroge et met en perspective les valeurs de solidarité et de redistribution qui fondent l'édifice de la sécurité sociale, issu des luttes des mouvements ouvriers, dont les assises s'enracinent dans les cotisations sociales et la concertation sociale afin de faire face aux risques inhérents à l'existence même. Les besoins réels de chacune et de chacun varient d'ailleurs dans le temps en fonction, entre autres, de l'âge, de la santé, de la situation familiale ou du marché de l'emploi.

La sécurité sociale est aujourd'hui, outre les atteintes dues au néolibéralisme au travers notamment de la doctrine anglo-saxonne de l'État social actif et de la conditionnalité accrue des allocations, confrontée à de gigantesques défis tels l'évolution de la démographie, les métamorphoses du travail, les révolutions permanentes des sciences et des techniques ou encore les enjeux majeurs de l'écologie. Ce qui devrait la conduire, dans une logique solidaire et progressiste, vers un État social-écologique selon l'heureuse expression de Eloi Laurent.

La rupture du lien entre l'activité professionnelle et le revenu, découplage fondateur du revenu universel, interroge donc puissamment l'éthique et la philosophie politique des soubassements de la sécurité sociale. D'autant plus qu'il existe en Belgique des systèmes d'assistance sociale au travers notamment du revenu d'intégration sociale, octroyé par les CPAS, qui doit, en principe, permettre à chacune et chacun de vivre conformément à la dignité humaine. Même si ce dernier est évidemment totalement insuffisant en regard de l'évolution du coût de la vie, et en particulier du logement.

Dans le cadre de systèmes de protection sociale développés, et malgré les tentatives d'érosion qu'ils subissent, il me parait que la proposition d'instaurer une allocation universelle participe plus de l'égalité des chances, concept qui met en avant la responsabilité individuelle, que de l'égalité des conditions, qui se forge elle par l'émancipation collective.

En revanche, dans les pays où la réalité sociale diffère très sensiblement de la nôtre, et en soulignant l'impérieuse nécessité de bâtir d'ambitieux régimes de protection sociale, les expériences passées ou en cours d'octroi d'un revenu de base témoignent de résultats significatifs. Ainsi, par exemple, au Kenya, en Inde ou en Namibie, on a pu notamment constater une amélioration de la situation alimentaire et sanitaire, une plus grande fréquentation scolaire, ou une diminution de la délinquance et de l'inactivité économique.

Le revenu universel doit dès lors plus être envisagé, à mon sens, comme une amorce pour édifier une couverture sociale adéquate pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les régions démunies de la planète, que comme une alternative, égalité illusoire, aux systèmes actuels d'assistance et d'aide sociales. D'autres moyens, plus opérationnels, comme la fiscalité, les services publics ou l'amplification des actuels régimes de sécurité sociale, m'apparaissent comme bien plus déterminants pour tendre vers une égalité effective des êtres humains.

UNE ALLOCATION UNIVERSELLE ? OU COMMENT MIEUX BRISER LA SÉCU ?

Par Catherine Opalinski, coordinatrice des Jeunes FGTB

L'idée pourrait paraitre séduisante : un revenu pour tous et toutes, inconditionnel, d'un montant fixe ou variable selon l'âge, qui le refuserait ? Mais venant de la droite, cette proposition sent le soufre.

Sur un plus long terme, on peut imaginer qu'elle remplacerait le remboursement des soins de santé, l'octroi d'une pension, et toutes les autres formes d'allocations (de chômage, familiales...).

Nous, Jeunes FGTB, sommes contre une allocation universelle qui renforcerait davantage les inégalités existantes. Nous voulons faire changer les choses dès aujourd'hui et trouver rapidement d'autres solutions. C'est pourquoi, dans un premier temps, nous préférons plaider pour une amélioration du système déjà en place.

Nous avons examiné plusieurs pistes notamment celle d'augmenter, progressivement et par paliers, les cotisations sociales des étudiant·e·s jobistes. Actuellement, les jobistes paient une cotisation dite de solidarité. Mais celle-ci ne leur ouvre aucun droit. Des cotisations sociales plus élevées supprimeraient le dumping social entre les étudiant·e·s et les travailleur·euse·s et ouvriraient le droit à toutes les branches de la sécurité sociale ; y compris aux allocations d'insertion sans devoir passer par une période de stage. Le travail étudiant serait également pris en compte pour le calcul de la pension et ainsi permettrait un départ à la retraite plus précoce.

Un financement plus efficace de l'enseignement, un minerval égal pour tous les niveaux d'études, la simplification des conditions d'octroi des aides pour un accès plus juste pour tous et toutes, les fonds d'aide rassemblés, la rémunération des stages obligatoires de formation, un meilleur système d'allocation d'études proposé sous forme de « revenu mensuel », sont encore d'autres pistes à explorer.

Aux Jeunes FGTB, on a des idées ! Il suffit de les demander et surtout de les concrétiser !

L'ALLOCATION UNIVERSELLE, BIEN ASSEZ BONNE POUR LES FEMMES

Par Valérie Lootvoet, directrice de l'Université des Femmes

Chaque année, le serpent de mer qu'est l'allocation universelle refait son chemin, émanant autant de partis politiques que de théoriciens et présentée comme l'un des paramètres d'une société « modernisée » qui libérerait l'Homme, du travail… enfin, surtout la femme, de sa double journée : plus besoin pour elle de courir entre travail professionnel et marmots, le foyer sera son domaine et une allocation lui sera bien suffisante, surtout si elle est mère monoparentale.

Et comme d'habitude, ce serait les femmes qui le « voudraient ».

Or, à bien y regarder, ce que les femmes veulent le plus, comme le confirment les nombreuses études sur la formation des femmes, c'est faire des études supérieures, souvent plus longues et plus brillantes que leurs homologues masculins, ce qui signifie qu'elles conservent une compréhension du potentiel émancipatoire des études et de la qualification.

Ce que les femmes veulent le plus, c'est travailler, comme le confirment les études sur leur emploi : leur part d'occupation professionnelle n'a fait qu'augmenter depuis 40 ans. En bref, qui fait augmenter le taux d'emploi ? Les femmes.

Ce que les femmes veulent le plus, ce sont des systèmes de protection sociale solidaire, fonctionnant par répartition et redistribution, dont elles connaissent et utilisent le bénéfice : ce sont elles qui, entre autres, prennent en majorité les congés parentaux et thématiques, et qui dénoncent le fait que des allocations sociales sont liées à leur statut familial et non à leur contrat de travail et ce, à leur détriment alors qu'elles ont cotisé comme les hommes. (Pensons au statut cohabitant dans la branche du chômage, créé à leur intention, de manière non dite, voici quelques décennies).

C'est cela que veut la grande majorité des femmes. Face à cela, quelles sont les propositions politiques pour les « bonnes femmes », malgré tous ces efforts, toutes ces superbes réussites ? Eh bien ce sont des emplois aux conditions au rabais, du temps partiel pour 44 % d'entre elles (avec salaire partiel, retraite partielle, etc.)… et une allocation universelle de quelques centaines d'euros par mois, non solidaire, non égalitaire socialement*. Ce qui signifierait, pour certaines, une coupure totale de tout réseau professionnel comme de toute reconnaissance de positionnement comme demandeuse d'emploi de qualité, cela s'entend.

Pour n'avoir d'autres horizons que celles du linge, de la vaisselle, des poussières ; qu'une obligation de vivre en couple sans autonomie économique faute d'accès au logement et à quoi que soit d'autre ; et qu'un mari qui lui dira que c'est « sa nature » et donc « son rôle ».

Le traitement des femmes montre à quel point elles restent des sous-citoyennes, cibles de politiques par le bas.

On préférera à ces indignités une société du plein emploi de qualité (car non, les machines ne remplaceront pas de sitôt les métiers de services, de l'enseignement, du génie civil, de la production des fruits, légumes et aliments), et donc d'une sécurité sociale forte (plus d'emploi, c'est plus de cotisant·e·s, et donc davantage d'argent dans le pot commun de « la Sécu ») et enfin du modèle égalitaire entre les femmes et les hommes dans la domesticité reproductive, plutôt que cette volonté de partition stricte des sexes qui reconfirme la division sexuelle du travail et affirme ces miettes comme émancipatrices pour les femmes là où elles les confinent dans le cours d'une vie sans ambition et sans lien(s), dans la débrouille et la précarité.



* Pour plus d'informations, lire entre autres l'excellent dossier consacré à l'allocation universelle de la revue Ensemble, n°89, 2015, Ensemble89allocationuniversellemiroir.pdf (asbl-csce.be), ou encore l'ouvrage de Matéo Alaluf et Daniel Zamora, Contre l'allocation universelle, Lux Editeur, 2017.



RÉDUCTION COLLECTIVE DU TEMPS DE TRAVAIL, ALLOCATION UNIVERSELLE : MÊME COMBAT ?

Par Denis Horman, militant anticapitaliste

Chaque jour, dans différents secteurs, des travailleuses et des travailleurs sont pris dans l'engrenage d'une flexibilité à outrance, contraint·e·s de travailler plus vite, dans des conditions dégradées, mal payé·e·s, le stress au ventre, avec du personnel réduit.

Et, pendant ce temps, des milliers de jeunes, en chômage ou au CPAS, sont en recherche d'emploi, sommés de présenter, sous peine de sanctions, la preuve de leurs démarches, vaines la plupart du temps.

Alors, dès le début des années 1980, avec la crise économique, endémique du système capitaliste, nous rencontrons, à droite comme à gauche, des défenseurs d'une allocation universelle, payée à chaque personne, riche ou pauvre, variant entre 600 et 1.000 € (en-dessous du seuil de pauvreté !), cumulable avec d'autres rentrées financières, opérant la déconnexion entre emploi et revenu.

Une allocation, qui remplacerait, en partie ou complètement, notre système de sécurité sociale, ne serait-elle pas, en réalité, un moyen de tester comment supprimer les allocations de chômage ?

Sous prétexte de libérer l'individu d'un travail aliéné, ne serait-elle pas en ce sens un « nouveau label de précarité », comme le nomme le sociologue Mateo Alaluf ?

Et le médiocre montant de ce revenu universel, loin d'assurer l'indépendance économique de nombreux bénéficiaires, ne forcerait-il pas ceux-ci à accepter du travail à n'importe quel prix pour arrondir leur allocation ?

Et quelle aubaine pour le patronat ! Ce revenu universel, s'ajoutant au salaire, n'inciterait-il pas les employeurs à bloquer systématiquement toute augmentation salariale – ce qui est déjà le cas – et même à rémunérer le travail en-dessous du niveau de subsistance ?

Alors, pour en finir avec « la souffrance au travail », avec cette sensation de « perdre sa vie à la gagner », et pour prendre également en compte les aspirations légitimes des personnes captées par le miroir aux alouettes de l'allocation universelle, ne vaudrait-il pas mieux, et de loin, s'en remettre à une revendication légitime, urgente : la réduction généralisée et radicale du temps de travail (32 heures réparties sur 4 jours), sans perte de salaire, avec réduction des cadences et embauche compensatoire ?

Une revendication portée, depuis plusieurs années déjà, par des centrales syndicales, des mouvements sociaux et des organisations politiques de gauche.

Une revendication réaliste, réalisable, sans nécessairement mettre en péril la fameuse « compétitivité » (concurrence inter-capitaliste), en faisant payer cash les actionnaires (propriétaires) des sociétés, qui font main basse sur la majorité des profits des entreprises, quand ce n'est pas sur l'entièreté. Des millionnaires et milliardaires qui ne cachent pas leur train de vie arrogant et scandaleux, tout en planquant, dans des paradis fiscaux, une partie de leur fortune, issue de la surexploitation de la main d'œuvre*.

Alors, comme l'a souligné la FGTB wallonne dans un de ses congrès : « *Il s'agit pour les travailleur·euse·s de récupérer la part des richesses qui a surtout rétribué les actionnaires pour financer la réduction collective du temps de travail, des politiques industrielles, la transition vers de nouveaux modèles de production, l'augmentation des salaires bruts, le relèvement de la pension légale, le rattrapage et la liaison au bien-être des allocations sociales…* ».**

* Denis Horman, Leurs profits…Nos vies. Pour une réduction collective et radicale du temps de travail, Editions Couleur Livres, 2021, 145 pp.

** Congrès statutaire de la FGTB wallonne, Les solidarités, moteurs de développement, mai 2010.



HORMAN, Denis, *Leurs profits… Nos vies. Pour une réduction collective et radicale du temps de travail.* Ed. Couleur Livres. Avril 2021.

UN PROJET LIBÉRAL QUE NOUS COMBATTRONS

Par Arnaud Lismond-Mertes, Collectif solidarité contre l'exclusion asbl

Créé il y a vingt-cinq ans, le *Collectif solidarité contre l'exclusion asbl* (www.ensemble.be) s'est particulièrement investi dans la défense de l'assurance chômage et du droit à l'aide sociale. Ces dernières années, nous avons consacré plusieurs dossiers et études au projets « allocation universelle » ou de « revenu de base » et en particulier du projet de « revenu de base jeunes » finalement adopté par Ecolo*.

Aujourd'hui, le Président du MR indique qu'il souhaite que son parti se prononce en faveur de l'adoption d'un tel système, qui a également des partisan·e·s au Vld. Cela ne nous étonne pas. Beaucoup sont séduits par l'idée d'un « revenu de base », parce que son principe est de garantir un revenu sans condition, alors que depuis le développement de « l'État social actif », au début des années 2000, la conditionnalité de l'octroi des allocations a été renforcée, d'abord en matière d'aide sociale puis en matière d'assurance chômage. L'assurance chômage, en particulier, a fait l'objet d'une démolition continue par tous les gouvernements fédéraux qui se sont succédé, du Gouvernement Verhofstadt II (2003) jusqu'au Gouvernement Michel (2018). Le Gouvernement De Croo n'a pas rétabli ce qui a été démoli précédemment.

Nous pensons toutefois que c'est pour la défense de la réduction collective du temps de travail, de la sécurité sociale, de l'assurance chômage et du droit à l'aide sociale que nous devons continuer à nous battre et non pour le développement d'un dangereux projet de « revenu de base ». En effet, le principe même du « revenu de base » est (contrairement aux allocations de chômage ou au revenu d'intégration sociale), qu'il s'additionne à des revenus du travail. Le modèle du revenu de base est donc un projet libéral de dérégulation du marché du travail où les employeurs pourraient offrir des salaires extrêmement bas, vu que les travailleuses et les travailleurs bénéficieraient déjà d'une allocation-socle (pourtant insuffisante pour vivre dignement).

Aujourd'hui les employeurs doivent offrir un salaire supérieur aux allocations de chômage pour être attractifs, ce ne serait plus le cas dans le régime du revenu de base, puisque le/la travailleur·euse cumulerait les deux rémunérations. En outre, de nombreuses femmes seraient poussées par ce système, plus encore qu'aujourd'hui, à accepter de travailler à temps partiel, avec les conséquences que l'on connaît en termes de précarité et de pension. Le revenu de base est donc un projet libéral qu'il faut combattre de toutes nos forces.

* Arnaud Lismond-Mertes et alii, L'allocation universelle, miroir aux alouettes (2015), in Ensemble ! n° 89. ; Arnaud Lismond-Mertes, La proposition de revenu de base de Ph. Defeyt, chant du cygne d'une écologie politique « ni de gauche ni de droite » (2016) (disponible sur wwww.ensemble.be); Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens, Revenu de base ou sécurité sociale, il faut choisir (2018), in Ensemble! n°97.

L'ALLOCATION UNIVERSELLE : QUEL IMPACT AU-DELÀ DE NOTRE NOMBRIL EUROPÉEN ?

Laurent Atsou, Gestionnaire de projets à l'IFSI (Institut de coopération syndicale de la FGTB)

Le débat pour une allocation universelle dépasse largement le cadre belgo-belge, voire européen. Et la pandémie de la Covid nous a rappelé avec force deux enjeux majeurs de nos sociétés.

Premièrement, les frontières entre les États sont des constructions artificielles qui ne sont pas efficaces pour se prémunir contre des phénomènes qui ébranlent l'ensemble de la planète, qu'ils soient sanitaires ou environnementaux. Deuxièmement, les inégalités n'ont jamais été aussi grandes entre, d'une part, des pays enrichis pendant des siècles de l'exploitation des populations et des richesses des pays colonisés et, d'autre part, des pays appauvris par ce même système colonial prédateur. Si la mondialisation a été une source d'opportunités pour certain·e·s privilégié·e·s, elle en a, par contre, laissé un très grand nombre sans protection contre les nouveaux défis et transformations mondiaux, qui ne sont pas sans avoir de profondes répercussions individuelles et sociétales tant au niveau national qu'international. Or, les inégalités et ses innombrables conséquences ne sont pas une fatalité mais émanent de choix politiques conscients. D'où la nécessité de prendre un peu de recul et d'envisager des mécanismes de solidarité internationale capables de répartir une partie de la richesse mondiale en faveur d'une justice sociale universelle.

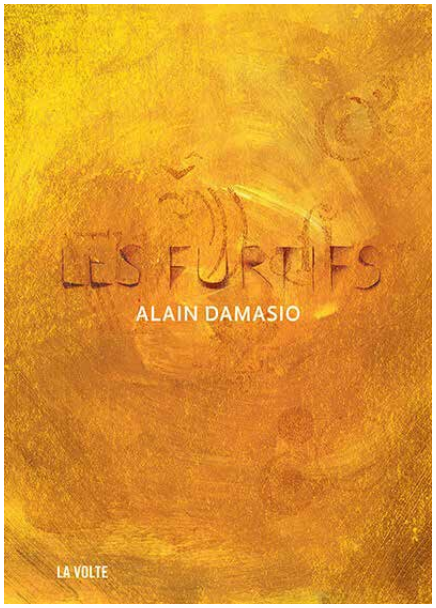
Si nous sommes en capacité de comprendre l'utilité des systèmes de protection sociale à l'échelle de la Belgique, comment accepter dès lors que 70 % de la population mondiale vive sans couverture sociale (ou très partielle) ? Pourquoi ne pas étendre cette solidarité à l'ensemble des pays et dans l'intérêt de toutes et tous ? C'est en tous cas l'ambition que se donne la CSI (Confédération syndicale internationale) en soutenant la création d'un Fonds mondial de protection sociale.

Loin d'être la solution miracle, les réflexions qui sont menées dans différents pays, – y compris en Belgique, – rappellent à juste titre à quel point la protection sociale est un puissant levier pour garantir la sécurité des êtres humains et la justice sociale. De fait, elle constitue le pilier fondamental des sociétés pacifiques engagées en faveur de la prospérité partagée et forme la base d'un développement économique tout en renforçant la résilience face aux bouleversements personnels, nationaux ou mondiaux.



UN PEU DE RAB' CULTUREL

IL N'Y A PAS DE MOUVEMENT SOCIAL SANS OUTILS CULTURELS. POUR LES CURIEUSES ET LES MOTIVÉS PAR LE THÈME DE CET *EN LIEN*, VOICI DE QUOI S'AVENTURER UN PEU PLUS LOIN...



Le livre d'Alain Damasio *Les Furtifs* est à l'image de son auteur : inclassable. Tout à la fois roman d'anticipation, récit de science-fiction, essai de sociologie futuriste, *Les Furtifs* vaut le détour pour sa description d'un monde combinant les technologies high-tech (rues interactives, villes « intelligentes ») avec un ultralibéralisme parvenu au stade de la privatisation des espaces publics et des cités urbaines.

Dans cette société où le profit règne en maître absolu, même les activités d'éducation permanente sont devenues le privilège exclusif de sociétés privés réprimant toute forme d'enseignement gratuit ou militant. Avec une imagination qui force le respect, Alain Damasio narre ainsi un monde où les technologies digitales sont entièrement dédiées au contrôle social de la population, sans toutefois empêcher les marginaux et dissidents organisés de contester les pouvoirs établis. Sorti en 2019 aux éditions *La Volte*, *Les Furtifs* vient d'être republié chez Gallimard et bénéficie d'un site Internet (http://www.phonophore.fr/about) où le roman fait l'objet de prolongements sous forme d'enquêtes sonores.

Par ailleurs, Alain Damasio a également travaillé avec le studio *Tarabust* et *Phaune Radio* pour réaliser un conte sonore ultra réaliste décrivant une société high-tech privatisée. Récompensé par le grand prix de la fiction radiophonique 2015 de la Société des gens de lettres, ce conte nommé *Fragments hackés* d'un futur qui résiste est accessible sur le site Internet https://soundcloud.com/phaune-radio/sets/fragments-hackes

L'allocation universelle est, souvent et depuis longtemps, mise en débat. En plus des ouvrages de Mateo Alaluf (page 10) et de Denis Horman (page 13), voici quelques écrits qui vous permettront d'aller plus loin dans la réflexion :

« L'allocation universelle, un cadeau empoisonné ? » Une analyse des Femmes Prévoyantes Socialistes, 2016.
http://www.femmesprevoyantes.be/wp-content/uploads/2017/01/analyse2016-allocation-universelle-1.pdf

« Le revenu universel, mauvaise réponse à de vraies questions ? » Une analyse d'Anne Dufresne et de Cédric Leterme - Gresea, avril 2018.
https://gresea.be/Le-revenu-universel

« L'allocation universelle, cheval de Troie de la dérégulation ». Un article de Philippe Mahoux et Jean Blairon dans Intermag, avril 2021.
https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2021m04n1.pdf

Friot, Bernard, *Le travail, enjeu des retraites*. Éd. la Dispute. Mars 2019 (première éd. 2010).

CEPAG
MOUVEMENT
d'éducation populaire

Rue de Namur 47
5000 Beez

Tél. 081 25 61 56
Fax 081 26 51 51

cepag@cepag.be
cepag.be

CEPAGasbl

